

# Sécurité et prévention

## Un travail partenarial pour des actions coordonnées

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance réuni en séance plénière le 5 décembre a fait le bilan de la tranquillité publique, la prévention de la délinquance chez les jeunes, la Prévention des violences faites aux femmes et intra-familiales et l'accès aux droits.

Placé sous l'autorité du Maire qui le pilote, le CLSPD associe membres de droits (Préfet, Procureur, commissaire de police, Éducation Nationale), partenaires (Police, délégué aux droits des femmes, VSGP Emploi...) et acteurs locaux (CIDFF, services municipaux et sociaux du Département, bailleurs, associations...). Le CLSPD favorise l'échange d'informations et la mise en place d'actions conjointes. Il permet de rendre compte des actions de chacun, d'identifier les situations à risque, les nouvelles problématiques ainsi que les dispositifs à construire pour une réponse appropriée. Le Procureur de la République, Pascal Prache, a souligné l'importance de cet outil pour progresser à l'échelle du territoire et la nécessité d'une sensibilisation des publics à accompagner. Agnès Pottier-Dumas, Vice-Présidente départementale a présenté l'ambitieux programme d'appui aux politiques locales de prévention financés par le Conseil départemental et soutenu par les services départementaux. Hugues Esquerre, DGA, Pôle Jeunesse et Sports a exposé les nouvelles orientations de la politique départementale Jeunesse et les offres de services dans la perspective des Jeux Olympiques Paris 2024.

Le Maire Laurent Vastel, a rappelé différentes actions récentes telles que le renfort de la Police municipale et les liens avec la Police nationale, la réhabilitation de logements, le projet de renouvellement urbain des Blagis, le déploiement de vidéoprotection, l'ouverture d'une deuxième structure jeunesse, les actions de médiation préventives menées par la Gestion urbaine de proximité (GUP) et l'intense travail partenarial des acteurs.

Concernant la prévention chez les jeunes, la dégradation sociale des familles impacte



les enfants. Les violences intrafamiliales constatées nécessitent un accompagnement renforcé à développer. Le service Jeunesse de la Ville met en place des ateliers et des actions spécifiques pour les jeunes. VSGP Emploi a mené une opération « Ose le Sprint » aux Blagis en intercommunalité autour du sport et l'insertion professionnelle.

La présentation par Véronique Radaoarisoa, conseillère municipale déléguée aux Droits des Femmes, de situations exemplaires traitées en 2022 a mis en évidence l'importance de l'entourage et de l'intervention du voisinage dans le déclenchement de mesures d'accompagnement en appui à ces femmes. La poursuite par le CIDFF des permanences d'accès aux droits et des médiations intrafamiliales sera complétée en 2023 par une nouvelle offre de service insertion emploi.

L'espace France services ouvert en mai 2022 par la commune soutient l'accès aux droits. Le renouvellement du projet du centre social des Paradis avec la CAF va amplifier les actions comme l'a rappelé Françoise Gagnard, élue du quartier des Blagis, et soutenir une synergie partenariale. ✳



**La parole à**  
**Sophie Lecuyer,**  
**conseillère**  
**municipale**  
**nouvellement**  
**déléguée**  
**à la Sécurité**

**La sécurité est l'une des principales préoccupations des habitants. L'équipe municipale a, depuis son premier mandat, développé une politique permettant de faire de Fontenay-aux-Roses la 2<sup>e</sup> ville la plus sûre d'Île-de-France. Le défi va être de maintenir cette place et je n'ai aucun doute sur l'engagement de nos policiers pour assurer la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens. La réunion du CLSPD, à laquelle je participais pour la première fois, montre par ailleurs combien les acteurs locaux sont engagés dans de nombreux combats, comme la lutte contre les violences faites aux femmes.**